

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Août 2026

Finances publiques

Déficit budgétaire

Résultats en bref

Recettes

Dépenses

Comptes spéciaux du Trésor

Financement

Annexe statistique

Loi de finances

PREAMBULE

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

RESULTATS EN BREF

L'exécution de la loi de finances au terme des huit premiers mois de l'année 2026 s'est déroulée dans un environnement international marqué par la persistance de fortes incertitudes. L'exacerbation des tensions commerciales et géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, continue de peser sur les perspectives économiques mondiales et d'alimenter la volatilité des marchés énergétiques, avec des répercussions potentielles sur l'inflation importée et certaines charges budgétaires.

Sur le plan national, la pluviométrie favorable enregistrée depuis le début de l'année a permis une nette amélioration de la campagne agricole 2025-2026. Les premières estimations font état d'une récolte céréalière de 90 millions de quintaux, favorisant une forte progression de la valeur ajoutée agricole de 18,4% au premier trimestre 2026, contre 8,1% un an auparavant. Au-delà de sa contribution directe à la croissance, cette amélioration devrait progressivement produire des effets d'entraînement sur les activités non agricoles, à travers notamment la hausse des revenus en milieu rural et le soutien à la consommation des ménages.

Parallèlement, le ralentissement des activités non agricoles observé au premier trimestre revêt un caractère largement conjoncturel, en lien notamment avec les fortes intempéries enregistrées au cours des deux premiers mois de l'année, qui ont particulièrement affecté le BTP, la pêche et le trafic portuaire. Les indicateurs conjoncturels disponibles font depuis état d'un raffermissement de l'activité dans plusieurs branches, notamment le BTP, l'industrie et l'énergie. Cette orientation s'inscrit dans un contexte de demande intérieure toujours soutenue, celle-ci ayant progressé de 6,5% au premier trimestre, avec une contribution de 6,9 points à la croissance, portée à la fois par la consommation des ménages (+4,6%) et par le dynamisme de l'investissement brut (+10,8%).

Dans ce contexte, l'exécution budgétaire à fin août 2026 demeure caractérisée par une mobilisation soutenue des recettes, en particulier fiscales, parallèlement à la poursuite de l'effort budgétaire en matière de soutien aux revenus, de politiques sociales et d'investissement public.

La situation des charges et ressources du Trésor fait ainsi ressortir un déficit budgétaire de 58,6 MM.DH à fin août 2026, contre 59,5 MM.DH un an auparavant. Cette légère amélioration résulte d'une progression des recettes (+25,5 MM.DH) supérieure à celle des dépenses (+24,6 MM.DH), conjuguée à une nette amélioration du solde des comptes spéciaux du Trésor.

RECETTES

Les **recettes**, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont affiché un taux de réalisation de 64,8% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et se sont accrues de près de 25,5 MM.DH (+10%) par rapport à fin août 2025.

Les **recettes fiscales** ont enregistré un taux de réalisation de 67,5% et une progression de 23,2 MM.DH (+10,3%) par rapport à fin août 2025. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales (CT), ont, pour leur part, augmenté de près de 3,3 MM.DH pour atteindre 19,6 MM.DH.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant marqué le comportement des recettes fiscales, tant par rapport aux prévisions de la LF 2026 que par rapport à fin août 2025, se présentent comme suit :

- **IS** : Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont affiché un taux de réalisation de 75,7% et une augmentation de 14,1 MM.DH (+24,6%). Cette évolution reflète principalement la bonne dynamique des versements spontanés, en hausse de 13,9 MM.DH (+22,9%), tirée notamment par la forte progression des deux premiers acomptes (+8,6 MM.DH ou +30,8%) et du complément de régularisation (+4 MM.DH ou +20,5%).
- **IR** : Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu ont enregistré un taux de réalisation de 74,2% et une hausse de 1 MM.DH (+2,1%). Cette évolution est toutefois affectée par un effet de base lié

à la recette exceptionnelle de 3,8 MM.DH enregistrée à fin août 2025 au titre de la régularisation fiscale volontaire prévue par la LF 2024.

Hors cette opération exceptionnelle, les recettes de l'IR auraient progressé de 11,2%, portées notamment par la hausse de l'IR retenu sur les salaires (+1,7 MM.DH) et de l'IR retenu sur les profits de cession de valeurs mobilières (+1,6 MM.DH).

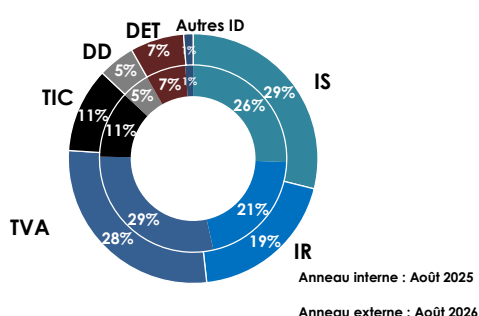
- **TVA** : Les recettes afférentes à la TVA ont affiché un taux de réalisation de 60,1% et une hausse de 4,1 MM.DH (+6,3%), portée principalement par la TVA à l'importation (+2,9 MM.DH ou +7,0%) et, dans une moindre mesure, par la TVA intérieure (+1,2 MM.DH ou +5,2%).

L'évolution de la TVA à l'importation résulte de la hausse des recettes afférentes aux produits hors énergie (+1,8 MM.DH ou +5,2%).

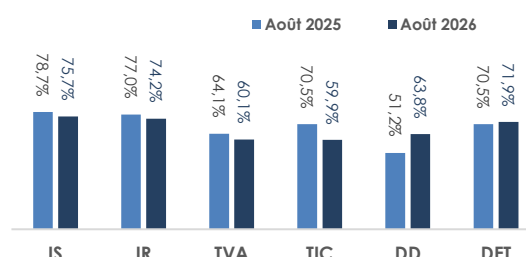
S'agissant de la TVA intérieure, son évolution nette tient compte de remboursements d'un montant de 10,9 MM.DH, hors part des collectivités territoriales, contre 8,4 MM.DH à fin août 2025.

- **Taxes intérieures de consommation** : Les TIC ont affiché un taux de réalisation de 59,9% et une hausse de 1,2 MM.DH (+4,6%). Cette évolution s'explique principalement par la progression des recettes des TIC sur les tabacs (+541 M.DH ou +5,8%), ainsi que par celle des TIC sur les produits énergétiques (+397 M.DH ou +2,8%), en liaison avec l'augmentation du volume des carburants mis à la consommation.
- **Droits de douane** : Ils ont enregistré un taux de réalisation de 63,8% et une hausse de 919 M.DH (+8,4%), sous l'effet notamment de la progression de la valeur des importations mises à la consommation (+10%).
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : Ils ont affiché un taux de réalisation de 71,9% et une progression de 1,9 MM.DH (+12,6%), résultant principalement de l'augmentation de 1,5 MM.DH des recettes issues des droits d'enregistrement.

Graphique 1 : Structure des recettes fiscales



Graphique 2 : Taux de réalisation des prévisions



Les **recettes non fiscales** ont, quant à elles, atteint 29,5 MM.DH à fin août 2026. Elles proviennent notamment des produits versés par les établissements et entreprises publics à hauteur de 11,7 MM.DH, dont 4,4 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib, 2,5 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 4,1 MM.DH par l'Office Chérifien des Phosphates.

Elles comprennent également des recettes au titre des mécanismes de financement innovants pour un montant de 9,9 MM.DH.

Les dépenses ordinaires se sont élevées à 268,2 MM.DH à fin août 2026, affichant un taux d'exécution de 70,7% et une hausse de 26,2 MM.DH (+10,8%) par rapport à fin août 2025.

Cette évolution est principalement attribuable à la hausse des dépenses au titre des biens et services de 22,5 MM.DH (+11,4%), des intérêts de la dette de 2,9 MM.DH (+9,1%) et des charges de compensation de 807 M.DH (+6,2%).

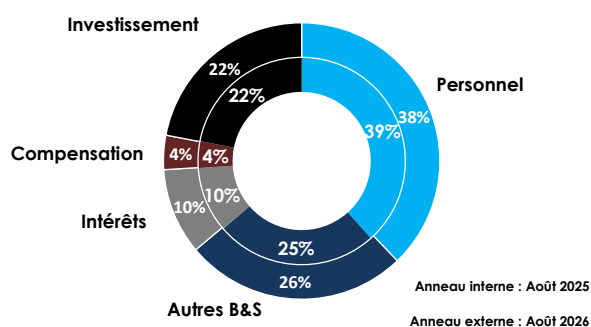
- **Dépenses au titre des biens et services** : Leur exécution a été marquée par un taux de réalisation de 66,6% pour les dépenses de personnel et de 69,7% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ».

Par rapport à fin août 2025, ces deux catégories ont enregistré des hausses respectives de 11,2 MM.DH et 11,3 MM.DH. L'augmentation des dépenses de personnel reflète notamment l'impact budgétaire des mesures décidées dans le cadre du dialogue social. Quant à la progression des dépenses relatives aux « autres biens et services », elle résulte principalement de l'augmentation des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (+11 MM.DH), notamment ceux à caractère social.

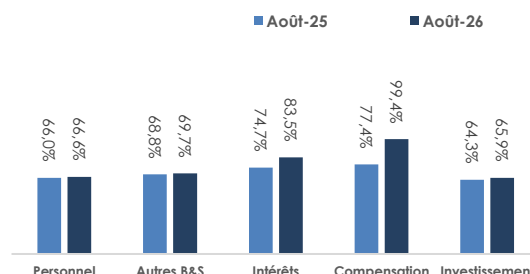
- **Intérêts de la dette** : Les charges d'intérêts ont enregistré un taux de réalisation de 83,5%. Leur évolution traduit une hausse des intérêts de la dette intérieure de 2,2 MM.DH ainsi qu'une augmentation de 651 M.DH de ceux de la dette extérieure.
- **Charges de compensation** : Elles ont atteint 13,8 MM.DH, affichant un taux de réalisation de 99,4% et une hausse de 807 M.DH (+6,2%) par rapport à fin août 2025.

Cette évolution est principalement attribuable aux aides directes accordées aux professionnels du secteur du transport pour faire face à la hausse des prix des carburants, pour un montant de 1,9 MM.DH à fin août 2026.

Graphique 3 : Structure des dépenses



Graphique 4 : Taux de réalisation des prévisions



Les évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 12,2 MM.DH, contre 12,9 MM.DH un an auparavant.

Les dépenses d'investissement ont, pour leur part, atteint 75,7 MM.DH, en hausse de 7,8 MM.DH (+11,4%) par rapport à fin août 2025, soit un rythme supérieur à celui des dépenses globales. Comparativement aux prévisions de la LF 2026, leur taux de réalisation s'est établi à 65,9%.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un excédent de 4,9 MM.DH, contre un solde débiteur de 4,5 MM.DH à fin août 2025. Ce solde est attribuable, à hauteur de 3,9 MM.DH, aux comptes d'affectation spéciale et, à hauteur de 1,4 MM.DH, aux comptes de dépenses sur dotations.

Compte tenu de ces évolutions et d'une diminution des opérations en instance de 7,3 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 65,9 MM.DH, contre 75,6 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes sur le marché domestique se sont stabilisées autour de 17,8 MM.DH, tandis que les emprunts extérieurs nets se sont établis à près de 26,4 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 85,7 MM.DH et des remboursements en principal pour 67,9 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur comprend des tirages de 40,5 MM.DH, y compris 23,7 MM.DH mobilisés sur le marché financier international, ainsi que des amortissements de 14,1 MM.DH.

ANNEXE STATISTIQUE

En millions de dirhams	Août 2025	Août 2026	Ecart	
			en %	en valeur
I - RECETTES ORDINAIRES	254.935	280.447	10,0%	25.512
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	254.935	280.447	10,0%	25.512
Recettes fiscales	224.302	247.504	10,3%	23.202
Impôts directs	107.413	122.460	14,0%	15.047
Impôts indirects	90.651	95.950	5,8%	5.299
Droits de douane	10.907	11.826	8,4%	919
Enregistrement et timbre	15.331	17.268	12,6%	1.937
Recettes non fiscales	27.426	29.500	7,6%	2.074
Recettes en provenance des EEP	11.795	11.673	-1,0%	-122
Autres recettes	15.631	17.827	14,1%	2.196
Cession de participations de l'Etat	0	0	-	0
Recettes de certains CST	3.207	3.443	7,4%	236
Fonds de soutien des prix	228	173	-24,1%	-55
Fonds spécial routier	2.979	3.270	9,8%	291
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	314.426	339.003	7,8%	24.577
DEPENSES ORDINAIRES	242.024	268.230	10,8%	26.206
Biens et services	197.244	219.750	11,4%	22.505
Personnel	118.904	130.128	9,4%	11.224
Autres biens et services	78.340	89.622	14,4%	11.281
Dettes publiques (1)	31.819	34.713	9,1%	2.894
Intérieure	25.625	27.868	8,8%	2.243
Extérieure	6.194	6.845	10,5%	651
Compensation (2)	12.961	13.768	6,2%	807
SOLDE ORDINAIRE	12.911	12.217	-5,4%	-694
INVESTISSEMENT	67.887	75.655	11,4%	7.768
dont Fonds spécial routier	1.820	1.839		19
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	-4.515	4.881	-208,1%	9.397
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-59.491	-58.556	-1,6%	935
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-16.139	-7.296		8.843
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-75.631	-65.852	-12,9%	9.778
FINANCEMENT INTERIEUR	41.657	39.446		-2.211
Endettement intérieur	28.392	17.794		-10.598
Autres opérations	13.265	21.652		8.387
FINANCEMENT EXTERIEUR	33.973	26.407		-7.567
Tirages	41.243	40.539	26,4	-704
Amortissements	-7.270	-14.133		-6.863

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	Août 2025	Août 2026	Ecart	
			en %	en valeur
RECETTES FISCALES	224.302	247.504	10,3%	23.202
Impôts directs	107.413	122.460	14,0%	15.047
Impôt sur les sociétés (I.S)	57.432	71.536	24,6%	14.104
Impôt sur le revenu (I.R)	46.897	47.904	2,1%	1.007
Autres impôts directs	3.084	3.020	-2,1%	-64
Impôts indirects	90.651	95.950	5,8%	5.299
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	64.644	68.747	6,3%	4.103
Intérieure	23.634	24.862	5,2%	1.228
Importation	41.010	43.885	7,0%	2.875
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	26.007	27.203	4,6%	1.196
Tabacs	9.349	9.890	5,8%	541
Produits énergétiques	14.102	14.499	2,8%	397
Autres	2.556	2.814	10,1%	258
Droits de douane (D.D)	10.907	11.826	8,4%	919
Enregistrement et timbre (D.E.T)	15.331	17.268	12,6%	1.937
RECETTES NON FISCALES	27.426	29.500	7,6%	2.074
Recettes en provenance des EEP	11.795	11.673	-1,0%	-122
Autres recettes	15.631	17.827	14,1%	2.196
Cession de participations de l'Etat	0	0	-	0
RECETTES DE CERTAINS CST	3.207	3.443	7,4%	236
Fonds de soutien des prix	228	173	-24,1%	-55
Fonds spécial routier	2.979	3.270	9,8%	291

En millions de dirhams	LF 2026	Août 2026	Réalisations/ LF 26
I - RECETTES ORDINAIRES	432.793	280.447	64,8%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	426.793	280.447	65,7%
Recettes fiscales	366.508	247.504	67,5%
Impôts directs	164.228	122.460	74,6%
Impôts indirects	159.745	95.950	60,1%
Droits de douane	18.532	11.826	63,8%
Enregistrement et timbre	24.003	17.268	71,9%
Recettes non fiscales	62.685	29.500	47,1%
Recettes en provenance des EEP	27.522	11.673	42,4%
Autres recettes	29.163	17.827	61,1%
Cession de participations de l'Etat	6.000	0	0,0%
Recettes de certains CST	3.600	3.443	95,6%
Fonds de soutien des prix	600	173	28,8%
Fonds spécial routier	3.000	3.270	109,0%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	488.239	339.003	69,4%
DEPENSES ORDINAIRES	379.408	268.230	70,7%
Biens et services	324.002	219.750	67,8%
Personnel	195.331	130.128	66,6%
Autres biens et services	128.671	89.622	69,7%
Dettes publiques (1)	41.551	34.713	83,5%
Intérieure	31.266	27.868	89,1%
Extérieure	10.285	6.845	66,5%
Compensation (2)	13.856	13.768	99,4%
SOLDE ORDINAIRE	53.384	12.217	22,9%
INVESTISSEMENT	114.830	75.655	65,9%
dont Fonds spécial routier	3.000	1.839	61,3%
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	6.000	4.881	81,4%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-55.446	-58.556	105,6%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE		-7.296	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-55.446	-65.852	118,8%
FINANCEMENT INTERIEUR	14.447	39.446	273,0%
Endettement intérieur		17.794	
Autres opérations		21.652	
FINANCEMENT EXTERIEUR	40.999	26.407	64,4%
Tirages	60.000	40.539	67,6%
Amortissements	-19.001	-14.133	74,4%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	LF 2026	Août 2026	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	366.508	247.504	67,5%
Impôts directs	164.228	122.460	74,6%
Impôt sur les sociétés (I S)	94.464	71.536	75,7%
Impôt sur le revenu (I R)	64.522	47.904	74,2%
Autres impôts directs	5.243	3.020	57,6%
Impôts indirects	159.745	95.950	60,1%
Taxe sur la valeur ajoutée (T V A)	114.355	68.747	60,1%
Intérieure	43.321	24.862	57,4%
Importation	71.035	43.885	61,8%
Taxe intérieure de consommation (T I C)	45.390	27.203	59,9%
Tabacs	17.717	9.890	55,8%
Produits énergétiques	23.058	14.499	62,9%
Autres	4.615	2.814	61,0%
Droits de douane (D D)	18.532	11.826	63,8%
Enregistrement et timbre (D E T)	24.003	17.268	71,9%
RECETTES NON FISCALES	62.685	29.500	47,1%
Recettes en provenance des EEP	27.522	11.673	42,4%
Autres recettes	29.163	17.827	61,1%
Cession de participations de l'Etat	6.000	0	0,0%
RECETTES DE CERTAINS CST	3.600	3.443	95,6%
Fonds de soutien des prix	600	173	29%
Fonds spécial routier	3.000	3.270	109,0%